

Kabila: "*La République démocratique du Congo n'est pas un protectorat des Nations unies*"

"(...) Ma mise au point c'est pour dire ce qui n'a pas été dit dans le communiqué (Ndlr: le communiqué de M. Bill Richardson publié ci-dessus) qui vient d'être lu. Auparavant, nous refusions que l'équipe d'enquête aille à Mbandaka. Tout simplement parce qu'elle se trouvait déjà ici, refusant d'aller à l'Est, elle voulait nous distraire pour aller à l'Ouest. Alors que selon des résolutions des Nations unies, il était stipulé que l'enquête devait se dérouler à l'Est, là où les massacres auraient été commis, et jamais à l'Ouest. Mais cette fois-ci, nous avons accepté que l'équipe d'investigation se rende aussi à l'Ouest. Parce que nous ne voulions pas donner l'occasion à cette équipe d'investigation - qui est, pour le Congo, suspecte - de trouver une sorte d'échappatoire pour ne pas continuer l'enquête à l'Est. Beaucoup de ceux qui ont donné mandat à l'équipe d'enquête des Nations unies sont certainement accusés par la République démocratique du Congo. Ils sont accusés d'avoir permis le transfert des "*génocidaires*" du Rwanda en République démocratique du Congo où ils ont continué oeuvre de décimer les populations. C'est important. Il faut que vous, la presse, connaissiez la position de la République démocratique du Congo. Ce qui n'a également pas été dit dans la déclaration (de M. Richardson) c'est le fait que nous n'accepterons plus que l'équipe d'investigation vienne s'occuper de la politique comme à l'ancienne manière (...). Et nous avons mentionné que la République démocratique du Congo n'est pas un protectorat des Nations unies. Et je voudrais, ici présent, une fois encore redire à la face du monde, que la République démocratique du Congo ne se considère pas comme accusée. Parce que qui l'accuse? Ce sont ceux qui n'ont pas pu arrêter le massacre, le génocide au Rwanda, ceux qui ont laissé massacrer un million de personnes au Rwanda. Ce sont ceux qui ont créé des "*zones turquoises*" (Ndlr: Allusion certainement faite à l'intervention de l'armée française après la mort du président Juvénal Habyarimana dite "*Opération Turquoise*") au Rwanda, avec la complicité de leurs amis et qui se sont retirés en laissant le massacre des milliers de personnes. Ceux qui nous accusent ce sont ceux qui ont laissé traverser sur notre territoire des "*génocidaires*" avec leurs armes et munitions. Tout le monde a vu les images à la télévision. Qui sont ces messieurs qui rendaient des services "*honorables*" aux "*génocidaires*"? Après avoir traversé le pont de la Ruzizi, entre le Rwanda et le Congo, malgré leur cargaison d'armes sur les épaules, sur les dos et sur les têtes, ils ont automatiquement été appelés réfugiés. Qui nous accuse? Ce sont ceux qui ont dirigé ces messieurs dans des camps qu'ils ont appelés camps de réfugiés! Où tout le monde a vu comment la soldatesque zaïroise les embrassait avant qu'ils ne passent à leur besogne habituelle: le terrorisme au service d'une dictature qui a été soutenue par les trois quarts de membres de la communauté internationale actuelle. Puis s'en sont suivi des massacres dans les camps de réfugiés, dans la région de Masisi, de Walikale, sur de vastes étendues de notre territoire. Ce sont ceux-là qui prétendent changer leur place d'accusé avec la République démocratique du Congo (...). Voici le grand achèvement de la mission désormais historique de l'ambassadeur Bill Richardson ici à Kinshasa. Nous sommes très heureux qu'il soit reparti avec notre plein accord (...). Ils (Ndlr: Les membres de la commission des Nations unies) ont les médias faciles. Nous avons été la cible des accusations mal intentionnées de ceux qui veulent toujours changer leur place avec les honnêtes gens. Si cette commission peut commencer son enquête maintenant, le Congo voudrait voir cela ne pas être lié à ses priorités de reconstruction

nationale. Je pense que c'est clair. Toute tentative contraire sera considérée par le Congo comme une vaste conspiration pour bloquer le peuple congolais qui a sorti la tête de la boue créée par des membres éminents de la communauté internationale (...). Nous sommes au pouvoir depuis presque six mois. La communauté internationale ne nous a servi qu'un seul mets: les accusations répétées contre la République démocratique du Congo. toujours parler des massacres, des réfugiés, comme si le destin du Congo ne tenait qu'à cela. C'est pourquoi, nous ne garantissons pas que si on s'écarte de la démarcation entre la reconstruction du Congo et la recherche des responsabilités dans les massacres présumés de l'Est, le Congo pourrait coopérer (...). Qu'on ne lie pas toute assistance, d'où qu'elle viendrait, des hommes de bonne volonté -, il n'en manque pas dans le monde -, comme on l'a fait pendant ces six mois, aux soi-disant massacres (...).

Le Potentiel (Kinshasa) n°1156
27-10-1997.